Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Pilzkunde = Bulletin suisse de mycologie
Herausgeber: Verband Schweizerischer Vereine für Pilzkunde
Band: 69 (1991)
Heft: 12

Artikel: La protection des champignons = Pilzschutz auf europäischer Ebene
Autor: Keller, Jean
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-936643

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

mia determinazione. Nel 1989 la medesima crescita, ma tra l'*Armillaria mellea* vi erano pochi esemplari. Nel 1990 crebbe soltanto la Pholiota, i cui basidiomi erano fertili. La mia ipotesi che si trattasse della *Pholiota squarroso-adiposa* diventa plausibile. Le misure delle spore corrispondono ai valori più alti di Moser, e i rimanenti particolari si accordano bene.

Foto, testo e schizzi: Josef Bächler, Grabenweg 2, 6037 Root.
Trad.: E. Zenone

La protection des champignons

La protection des champignons est un souci permanent de tout mycologue suisse responsable; dès 1981, certains cantons ont pris des mesures restrictives afin de limiter les cueillettes. Mais puisque les cantons jouissent d'une autonomie certaine, comme d'ailleurs les communes, il existe dans notre pays une pléthore de restrictions diverses:

Limitations ou restrictions des cueillettes de champignons en Suisse

1. Première restriction dès 1981 (AR, GR)
2. Douze cantons (env. la moitié) ont édicté des lois restrictives
3. Interdiction totale en AR depuis 1981
4. Interdiction de procéder à des cueillettes à but lucratif (AI, LU)
5. Interdiction de procéder à des cueillettes collectives (AI, BE, FR, GL, GR, JU, LU, SZ)
6. Interdiction d'utiliser des râteaux ou autres outils (GR, TI, BE, FR, JU, SZ)
7. Interdiction de détruire les champignons non comestibles (FR, GR, LU, SG, ZH)
8. Interdiction de récolter dans certaines zones protégées (AI, LU, ZH, SG)
9. Interdiction de récolter à certaines dates (AI, GL, GR, SZ, ZH)
10. Interdiction de récolter les champignons non connus (SZ, ZH)
11. Interdiction de récolter les champignons non comestibles (TI)
12. Interdiction de récolter les champignons immatures (AI, LU, SZ)
13. Interdiction de récolter certaines espèces particulières (LU, ZH)
14. Interdiction de récolter plus de 2kg/pers. x j (AI, BE, FR, GL, JU, LU, OW, SG, SZ, TI)
15. Interdiction de récolter plus de 1kg/pers. x j (GR, OW, SZ: morilles; SG: morilles, bolets et chanterelles; TI, ZH)
16. Interdiction de récolter plus de 500 g/pers. x j (AI: morilles, bolets, lépiotes, chanterelles; GL, LU: morilles; LU: chanterelles)
17. Cueillette à but lucratif autorisée avec permis (BE, FR, GL, JU, TI)

Le *contrôle* est effectué par: des conseillers communaux, des surveillants volontaires, la police, les contrôleurs officiels, les gardes forestiers, les gardes-chasse et gardes-pêche, les guides de montagne.

Les *peines* infligées aux contrevenants: amendes jusqu'à Fr. 2000.–; prison jusqu'à 15 jours.

Protection des champignons en Europe

Le problème de la protection des champignons est aussi à l'ordre du jour dans certains pays européens, il est même très actuel, vu la disparition rapide de plusieurs espèces. Aussi un comité européen de la protection des champignons a-t-il été constitué; il s'est réuni la première fois en 1988 en Pologne; Y. Delamadeleine et moi-même avons participé. A la suite de ce congrès, Anna Elise Jansen, secrétaire du comité, a publié un résumé de la situation en Europe dans («The Mycologist», 4 (2), Avril 1990: 83. «Conservation of Fungi in Europe».) Nous en donnons une traduction légèrement abrégée.

****

Les champignons n'ont jamais retenu l'attention des responsables lors de décisions liée à la conservation de la nature contrairement aux oiseaux, aux mammifères ou aux végétaux. Aussi n'y a-t-il que peu d'aires spécifiquement protégées en Europe: En Grande-Bretagne, seule est protégée l'unique station de *Battarrea phalloides;* au Pays-Bas, une avenue bordée de vieux bouleaux et riche en champignons, dont quelques rares espèces mycorhiziques, est également protégée. La mycoflore joue habituellement un rôle limité lors de la sélection des zones à protéger ou de parcs nationaux. L'absence d'informations précises en est la raison majeure et c'est pourquoi les mycologues ne se sont pas manifestés jusqu'ici; les informations sur la présence des espèces et sur les modifications des mycoflores sont trop lacunaires. De plus, dans la plupart des pays européens (tous?), il y a une méconnaissance du rôle des champignons dans la nature de la part du public, des forestiers et des responsables de la conservation de la nature.
Le Comité Européen de la Protection des Champignons (CEPC, en anglais ECPF), s'est réuni la première fois en août 1988 en Pologne. Le CEPC est un petit comité de mycologues représentant leurs pays respectifs. Onze représentants ont donné un bref aperçu de la dégradation de la flore mycologique de leur pays. Pratiquement tous ont signalé un déclin de cette flore avec une situation particulièrement sérieuse en Europe centrale (Pays-Bas, RFA, DDR, Pologne, Tchécoslovaquie). La diminution est transnationale, ce n'est plus un problème national ou local. Il n'est cependant pas le même dans chaque pays; un pays peut avoir plus d'espèces menacées qu'un autre. Par ailleurs, les problèmes ne sont pas toujours identiques pour toutes les espèces et de plus une vue générale sur le nombre d'espèces menacées fait défaut. 138 espèces sont signalées dans toutes les listes rouges des différents pays européenns. Ce nombre variant selon les pays de 308 à 1094. Pour le genre *Russula* par exemple, au moins 46 espèces sont mentionnées dans une des listes rouges, 39 espèces de *Lactarius,* 42 espèces d'*Entoloma* et 103 espèces de *Cortinarius.*

Chanterelle et Armillaire couleur de miel

La situation est mieux connue dans quelques petites aires européennes, par exemple en Saare, le plus petit des Länder de RFA, situé au sud-ouest du pays. Le Dr. J. Schmitt présenta au congrès des tableaux montrant que plus des $^3/_4$ des espèces ont été traitées et que 1094 d'entre elles (= 50,1 %) sont en danger. Le nombre et la proportion sont spécialement élevés à cause de la forte proportion des espèces éteintes (= 12,5%). Pour l'ensemble de la RFA, 36,8% (860 espèces) des champignons supérieurs ont disparu, sont en danger ou le sont potentiellement. En étudiant les groupes de champignons d'un point de vue écologique, Schmitt trouva que les champignons mycorhiziques sont plus affectés que les champignons saprophytes du sol et de la litière et que ceux-ci le sont plus que les champignons lignivores. Ceci est bien illustré par les graphes de Derbsch & Schmitt (1987) à propos des basidiomes de *Cantharellus cibarius* et d'*Armillariella mellea* apportés au marché de Saarbrücken. Arnolds (1984 et 1988) et Winterhoff (1986) signalent aussi que les champignons mycorhiziques régressent le plus.
Comment protéger les champignons? Pour répondre à cette question, il faudrait connaître les raisons du changement et les causes réelles de la diminution. Pour beaucoup d'espèces, les causes du déclin sont inconnues et la recherche reste insuffisante. Sur la base des rapports présentés au congrès, nous pouvons néanmoins affirmer que toute régression des champignons est due à l'influence humaine, en particulier à la dégradation et à la perte des habitats.

Utilisation des sols

Les zones humides, les régions à sols pauvres, les forêts vierges, les très vieux et très grands arbres (substrats pour champignons xylophages) ainsi que les stations influencées par les activités humaines ou par une même usage pendant une longue période sont des habitats très sensibles aux changements. Bien des champignons spécialisés vivent dans ces habitats et sont incapables de s'adapter à des habitats de substitution ou à d'autres substrats. Le nombre des espèces liées à ces habitats est généralement bien plus grand que celui des végétaux supé-

rieurs. Ces habitats sont donc précieux et leur valeur ne peut s'estimer par comparaison avec les plantes supérieures.
Une vieille prairie est un exemple d'habitat influencé par des activités humaines, parfois les mêmes pendant des siècles. Si de telles prairies sont labourées ou engraissées pour une utilisation plus intensive ou simplement abandonnées et donnant alors naissance à une succession sylvestre, la communauté des champignons spécialisés plus ou moins rares sera remplacée par une communauté d'espèces communes et rudérales.

Pollutions
La dégradation des habitats est également causée par les coupes rases ou les reforestations, spécialement lors de plantations d'essences exotiques telles que *Eucalyptus* et *Robinia,* toutes deux changeant les structures de l'humus. Moins visibles sont les changements dus à la pollution atmosphérique mais ils sont tout aussi importants que les modifications dues aux pratiques forestières: Abattage pour l'élargissement des routes, changements de la végétation des lisières, fertilisations, chaulages, usage de pesticides, abaissement des nappes phréatiques.
Winterhoff (1986) a dressé une liste des causes de la diminution pour 387 espèces. La pollution atmosphérique apparaît comme cause principale, suivie par l'agriculture et les activités forestières. Les autres causes sont isolément moins importantes, mais ensemble elles constituent 20% des causes responsables du déclin des champignons.

Cueillettes
Les loisirs et les cueillettes affectent 25 espèces. Bien qu'il s'agisse d'une proportion relativement petite, nous devons rappeler que les basidiomes assument une fonction non négligeable dans la nature: Production de spores, aliments pour les animaux, rôle esthétique évident dans le paysage automnal. La cueillette est surtout néfaste si elle est associée à une destruction de l'habitat. Un contrôle de ces facteurs est facile à réaliser, les mesures à prendre comprennent: 1. Fermeture des réserves naturelles et forestières au public à l'exception des sentiers; cette mesure est appliquée au Pays-Bas avec efficacité. 2. Limitation des cueillettes à 1 kg par exemple, et certains jours seulement. 3. Réduction de la liste des champignons comestibles; des mycologues de DDR proposent de réduire de moitié le nombre de ces espèces (actuellement 547).

Pollution de l'air
Il s'agit du problème le plus délicat à résoudre: Les réserves naturelles ou la protection des champignons n'y peuvent rien. Une réduction sévère des émissions est la seule solution envisageable pour éviter une dégradation encore plus intense de la flore fongique, mais ce problème ne peut être résolu que par la coopération européenne et par une législation internationale.

Sylviculture et agriculture
Les modifications entraînées par l'agriculture et la sylviculture peuvent être partiellement contrôlées par la création de réserves auxquelles des soins appropriés sont prodigués. Lorsqu'il y a pertes d'habitats par construction de routes ou de maisons, il serait souhaitable d'étudier si la route ou l'extension urbaine projetées peuvent être réalisées dans des zones moins sensibles. Un exemple: Aux Pays-Bas une autoroute planifiée à travers une région buissonnante à genévriers très riche en espèces, a été transférée de plusieurs centaines de mètres au sud et la zone incriminée a été sauvegardée.
En général, le devoir des mycologues est d'éduquer le public, les scientifiques, les forestiers et les responsables des réserves naturelles et de convaincre les politiciens et les organes compétents de la protection de la nature du rôle important des champignons dans la nature, de leur régression alarmante et des mesures adéquates à prendre pour les conserver. Des études mycologiques doivent être exigées afin de connaître la présence et la distribution des espèces. Et il ne s'agit pas seulement de savoir si un champignon est rare ou commun, mais il faut aussi

connaître quelles sont les espèces en danger et quelles sont leurs aires de répartition. Les espèces doivent donc être cartographiées, surtout les espèces menacées. Des études menées en permanence sur certaines parcelles et des études sur l'influence des pratiques agricoles et forestières sont indispensables. Elles sont nécessaires pour savoir si un site particulier est riche ou pauvre et s'il est digne d'être protégé; les responsables de la conservation de la nature ont besoin de ces informations (Kirby, 1988). Il est important par conséquent que les organes responsables de la conservation de la nature et des forêts emploient quelques mycologues initiés aux recherches en écologie.

****

Conseil européen de la protection des champignons

Lors du deuxième congrès de Tallinn (Estonie, URRS) en août 1989, les décisions suivantes ont été prises:

1. Le comité européen de la protection des champignons est appelé désormais Conseil européen de la protection des champignons.
2. Le Conseil est formé de représentants officiels de tous les pays européens; des membres correspondants, actifs dans le domaine de la protection des champignons, sont également acceptés.
3. Les activités du Conseil sont initiées et coordonnées par un Comité exécutif de 5 membres qui fonctionnent jusqu'au prochain congrès européen de mycologie en 1992.
4. Les tâches du Conseil sont:
   - coordonner les recherches sur la protection des champignons dans leurs habitats naturels;
   - favoriser les publications dans ce domaine ainsi que les publications de listes rouges;
   - établir des contacts avec les organismes nationaux et internationaux de protection de la nature pour mieux faire comprendre l'importance des champignons et la nécessité de les protéger;
   - aider les tentatives nationales ou régionales pour conserver des aires à haute valeur mycologique.
5. Le Conseil est habilité à soutenir les efforts régionaux, nationaux et internationaux pour le maintien de zones à grande valeur mycologique.
6. Le Conseil est habilité à dresser une liste rouge européenne.
7. Le Conseil est habilité à chercher des fonds pour soutenir ses efforts.
8. Un rapport de ses activités sera présenté lors du 11e congrès européen de mycologie.

(suite, p. 234)

Seit langem sind die Moorlandschaften in der Schweiz gefährdet und damit natürlich auch alle Pflanzen, Tiere und Pilze, die nur in einem solchen Biotop wachsen und gedeihen können. Vertreter solcher Moorbewohner sind:

Depuis longtemps les marais de notre pays sont menacés; la diminution de leur surface entraîne aussi, naturellement, la disparition des espèces végétales et fongiques étroitement liées à ce biotope particulier. Voici quelques représentants de champignons venant dans les marais:

1. Hygrocybe coccineocrenata, Russigflockiger Saftling, Hygrophore à marge crénelée
2. Galerina tibiicystis, Sumpfhäubling, Galérine à pied strié
3. Suillus flavidus, Moor-Röhrling, Bolet jaune pâle
4. Russula paludosa, Apfeltäubling, Russule des marais
5. Leccinum variicolor, Buntfärbender Birkenpilz, Bolet rougissant
6. Russula emetica, Kirschroter Speitäubling, Russule émétique

(Abbildungen nach Dias aus der Verbandssammlung/Les dias proviennent de la diathèque de l'USSM)

1

2

3

4

5

6

9. Les membres du Conseil exécutif sont:
   Dr. E. J. M. Arnolds (Pays-Bas, président), Dr. A. E. Jansen (Pays-Bas, secrétaire), Dr. B. Ing (Grand-Bretagne), Prof. Dr. H. Kreisel (DDR) et Dr. M. Lawrynowicz (Pologne). Dr. D. Pegler (Grande-Bretagne) a un statut spécial comme observateur en raison de ses contacts avec l'IMCN.

En guise de conclusion, nous dirons que protéger les champignons est une nécessité comme est nécessaire aussi l'éducation du public, des responsables politiques et des responsables de la conservation de la nature: c'est un des devoirs du mycologue conscient de la situation actuelle. Mais il est tout aussi important de maintenir ou de créer des réserves à haute valeur mycologique, de protéger des habitats spécifiques et de procéder à des études écologiques sérieuses afin de mettre en évidence les espèces menacées et de dresser des listes rouges.
Dans cette optique, la Société Mycologique Suisse (SMS) a fait une demande d'aide auprès de l'Académie Suisse des Sciences Naturelles pour démarrer son programme de cartographie des espèces de Suisse; à la dernière séance de son comité, il a été décidé d'étudier d'abord les champignons qui figurent sur la liste positive de l'Ordonnance fédérale sur les Denrées Alimentaires (ODA), qui entrera en vigueur en 1991 probablement.
Signalons enfin que dans le bulletin d'information des organes suisses de politique de la science (décembre 1989) il est prévu de plafonner l'encouragement aux inventaires (travaux de catalogage). Peut-on dès lors espérer une aide?
En 1987, nous avions proposé à l'Office fédéral des forêts à Berne de faire un inventaire des champignons sur une grande échelle, demande qui a été transmise à l'Institut fédéral de recherches forestières de Birmensdorf. Mais depuis, plus aucune nouvelle. Ainsi, au lieu d'être dans la course, nous avons pris du retard; espérons simplement que la compréhension des «décideurs» l'emporte sur l'inertie dans un avenir pas trop éloigné.

Dr. Jean Keller, Inst. Bot., Neuchâtel

Pilzschutz auf europäischer Ebene

Der Schutz der Pilze ist ein dauerndes Anliegen jedes verantwortungsbewussten Pilzfreundes in der Schweiz. Bereits seit 1981 haben einzelne Kantone Massnahmen ergriffen, um die Mengen der geernteten Pilze zu beschränken. Da aber die Kantone über gewisse Eigenständigkeiten verfügen – wie übrigens auch die Gemeinden – besteht bei uns in der Schweiz eine Fülle der verschiedensten Einschränkungen:

Vorschriften und Beschränkungen für das Sammeln von Pilzen in der Schweiz.

1. Erste Vorschriften seit 1981 in den Kantonen AR und GR.
2. Zwölf Kantone (etwa die Hälfte aller Kantone) haben Vorschriften zur Beschränkung erlassen.
3. Ein vollständiges Sammelverbot besteht seit 1981 im Kanton AR.
4. Verbot des Sammelns zu Erwerbszwecken in den Kantonen AI und LU.
5. Verbot des Sammelns in Gruppen (AI, BE, FR, GL, JU, LU und SZ).
6. Verbot der Verwendung von Rechen oder andern Geräten (GR, TI, BE, FR, JU, SZ)
7. Verbot der Zerstörung von nicht essbaren Pilzen (FR, GR, LU, SG, ZH)
8. Verbot des Sammelns in gewissen geschützen Zonen (AI, LU, ZH, SG)
9. Verbot des Sammelns an gewissen Tagen (AI, GL, GR, SZ, ZH)
10. Verbot des Sammelns von dem Sammler nicht bekannten Pilzen (SZ, ZH)
11. Verbot des Sammelns nicht essbarer Pilze (TI)
12. Verbot des Sammelns von Pilzen in noch unreifem Zustand (AI, LU, SZ)
13. Verbot des Sammelns ganz bestimmter Pilzarten (LU, ZH)

14. Gewichtsbeschränkung beim Sammeln auf 1 kg/Tag/Person (GR, OW, SZ: Morcheln; SG: Morcheln, Steinpilze und Eierschwämme; TI, ZH).
15. Gewichtsbeschränkung beim Sammeln auf 2 kg/Tag/Person (AI, BE, FR, GL, JU, LU, OW, SG, SZ, TI)
16. Gewichtsbeschränkung auf 500 g/Tag/Person (AI: Morcheln, Steinpilze, Schirmlinge, Eierschwämme; GL, LU: Morcheln; LU: Eierschwämme).
17. Sammeln zu Erwerbszwecken mit spezieller Bewilligung in den Kantonen BE, FR, GL, JU und TI.

Die *Kontrolle* erfolgt durch:
- Mitglieder der Gemeindebehörden
- freiwillige Kontrolleure
- Polizeiorgane
- offizielle Kontrolleure
- Förster
- Jagdaufseher
- Fischereiaufseher
- Bergführer

Strafen für Übertretungen der Vorschriften:
Busse bis Fr. 2000.–
Gefängnis bis 15 Tage.

Pilzschutz in Europa

In gewissen europäischen Ländern steht der Pilzschutz auch schon auf der Tagesordnung, ja er ist sogar recht aktuell, besonders im Hinblick auf das rasche Aussterben einzelner Pilzarten. Zum Schutz der Pilze hat sich auch ein europäischer Ausschuss gebildet. Zum erstenmal trat dieser Ausschuss 1988 in Polen zusammen. An diesem Anlass haben Y. Demadeleine und ich teilgenommen. In der Folge dieses Kongresses hat Anna Elise Jansen, Sekretärin des Ausschusses, eine Übersicht über die Situation betreffend Pilzschutz in Europa zusammengestellt («The Mycologist», 4 [(2)]. April 1990: 83. «Conservation of Fungi in Europe».) Nachfolgend geben wir davon eine leicht gekürzte Übersetzung.

Bei Entscheidungen bezüglich Bewahrung und Schutz der Umwelt haben die Pilze im Gegensatz zu den Vögeln, Säugetieren und Pflanzen nie das Interesse der Verantwortlichen erregt. Es existieren in Europa auch nur wenige spezifische Schutzgebiete für die Pilze, etwa in Grossbritannien, wo das einzige Verbreitungsgebiet von *Battarrea phalloides* geschützt ist; oder in den Niederlanden ist eine mit alten Birken gesäumte Allee geschützt, wo zahlreiche Pilze vorkommen, unter ihnen auch einige seltene Mykorrhizaarten. Normalerweise hat die Pilzflora bei der Auswahl von schützenswerten Gebieten oder von Naturschutzgebieten nur eine untergeordnete Bedeutung. Das Fehlen der besonderen mykologischen Kenntnisse ist die Hauptsache dafür. Aus diesem Grunde haben sich die Mykologen bis heute auch nicht dazu geäussert. Die Kenntnisse über das Vorkommen von Pilzarten und über die Änderungen der Mykoflora sind noch allzu lückenhaft. Im weiteren fehlen auch in den meisten (allen?) europäischen Ländern die Kenntnisse über die Rolle der Pilze in der Natur bei der Öffentlichkeit, bei den Förstern und bei den für den Erhalt der Natur Verantwortlichen.
Der europäische Ausschuss für den Schutz der Pilze (englisch ECPF) hat 1988 zum erstenmal in Polen getagt. Dieser Ausschuss besteht aus einer kleinen Zahl von Mykologen, die ihre eigenen Länder vertreten. Elf Vertreter haben in einem kurzen Überblick über den Rückgang der Pilzflora in ihrem Land berichtet. Die meisten stellten einen Wachstumrückgang der Pilzflora fest, besonders in Mitteleuropa (Niederlande, Deutschland, Polen, Tschechoslowakei). Das Verschwinden einzelner Pilzarten ist übernational, beschränkt sich also nicht auf einzelne Länder oder Gegenden. Im übrigen sind die Verhältnisse nicht in allen Ländern gleichgelagert. In einem Land sind mehr Arten vom Aussterben bedroht als in einem andern Land. Auch stellen sich die Probleme nicht für alle Pilzarten gleich. Es fehlt auch eine Übersicht über die vom Aus-

sterben bedrohten Pilzarten. In den «Roten Listen» aller europäischen Länder sind gesamthaft 138 vom Aussterben bedrohte Pilzarten aufgeführt. Diese Artenzahl ist von Land zu Land verschieden und reicht je nach Land von 308 bis 1094. Mindestens 46 Täublinge (Russula), 39 Milchlinge (Lactarius), 42 Rötlinge (Entoloma) und 103 Haarschleierlinge (Cortinarius) kommen in wenigstens einer Roten Liste vor.

Eierschwamm und Hallimasch

In einzelnen kleineren Gebieten von Europa, z. B. im Saarland, dem kleinsten, im Südwesten gelegenen Land der Bundesrepublik Deutschland (alte Bundesländer), sind die Verhältnisse näher bekannt. Dr. J. Schmitt präsentierte an diesem Kongress Tabellen, die zeigten, dass mehr als ¾ aller Pilzarten bearbeitet wurden und dass davon nicht weniger als 1094 (= 50,1%) gefährdet sind. Ein Grund, warum die Zahl so hoch ist, liegt darin, dass bereits 12,5% aller Pilzarten ausgestorben sind. In der ganzen Bundesrepublik sind 36,8% (860 Arten) der höheren Pilze ausgestorben, gefährdet oder möglicherweise gefährdet. Beim Studium einzelner Pilzgruppen aus ökologischer Sicht fand Schmitt, dass die Mykorrhizapilze mehr gefährdet sind als die saprophytisch auf Erde und Mist lebenden Pilze. Diese wiederum sind mehr gefährdet als die auf Holz lebenden Pilze. Diese Tatsache ist aus den grafischen Aufzeichnungen von Derbsch und Schmitt (1977) über die auf dem Markt von Saarbrücken zum Verkauf angebotenen Mengen von *Cantharellus cibarius* (Eierschwamm) und *Armillariella mellea* (Hallimasch) besonders gut ersichtlich. Arnolds (1984 und 1988) wie auch Winterhoff (1986) melden ebenfalls, dass die Mykorrhizapilze am meisten zurückgehen.

Wie sollen nun Pilze geschützt werden? Um diese Frage beantworten zu können, müsste man die Gründe für die Veränderungen und die wirklichen Ursachen für das Abnehmen kennen. Für die meisten Pilzarten ist der Grund für die Abnahme unbekannt und auch das Suchen nach den Gründen bleibt unbefriedigend. Aufgrund der am Kongress in Polen vorgelegten Arbeiten können wir doch bestätigen, dass der Wachstumsrückgang der Pilze zurückzuführen ist auf menschliche Tätigkeiten, besonders aber durch die Einschränkung und den Verlust von ihren Wuchsgebieten.

Nutzung der Böden

Feuchtgebiete, Landschaften mit mageren Böden, unberührte Wälder, sehr alte und sehr grosse Bäume (Standort für holzbewohnende Pilze) sowie auch Gebiete, die einer menschlichen Einwirkung über längere Zeitdauer ausgesetzt sind, sind besonders empfindlich auf Veränderungen. In solchen Gebieten wachsen Pilzarten, die sich auf die besonderen Verhältnisse spezialisiert haben, die aber nicht in der Lange sind, sich den Veränderungen der Lebensbedingungen anzupassen. Die Anzahl der Pilzarten, die auf ganz spezielle Gebiete angewiesen sind, ist im allgemeinen grösser als die der höheren Pflanzen. Solche Gebiete sind deshalb besonders kostbar und deren Wert kann nicht gemessen werden an der Anzahl Arten der höheren Pflanzen, die dort vorkommen.

Eine alte Wiesenlandschaft ist ein Beispiel für ein Biotop, das durch menschliche Einflüsse beeinflusst wird, oft mehrere Jahrhunderte lang. Wenn solche Wiesen umgeackert oder gedüngt werden, um eine intensivere Nutzung zu erreichen oder sich selbst überlassen zu werden, wobei sie dann allmählich vom Wald überwuchert werden, wird die spezialisierte Pilzgemeinschaft von mehr oder weniger seltenen Pilzen langsam aber sicher ersetzt durch eine Pilzgemeinschaft allgemeiner Arten.

Verschmutzung

Die Veränderung der Biotope ist auch bedingt durch Kahlschlag oder Aufforstung der Wälder durch das Anpflanzen von exotischen Baumarten wie Eukalyptus und Robinie, die beide die Zusammensetzung des Bodenhumus verändern. Weniger deutlich sichtbar sind die Veränderungen, die durch die Verschmutzung unserer Atmosphäre bedingt sind. Sie sind aber ebenso wirksam wie die Veränderungen, die auf forstliche Tätigkeiten zurückzuführen sind: Ausholzen um Fahrstrassen zu verbreitern, Änderungen in der Anpflanzung von Hecken, Urbarmachung

des Geländes, Kalken der Waldböden, Einsatz von Schädlingsbekämpfungsmitteln, Absenken von Gewässern.
Winterhoff erstellte (1986) eine Liste all derjenigen Ursachen, die für das Verschwinden von 387 Pilzarten verantwortlich gemacht werden mussten. Hauptursache scheint die Verschmutzung der Atmosphäre zu sein, aber auch die Landwirtschaft und die Forstwirtschaft. Die übrigen Ursachen sind im einzelnen weniger wichtig, zusammen aber sind sie doch für 20% ursächlich verantwortlich für den Rückgang des Pilzwachstums.

Das Sammeln von Pilzen
Unsere Freizeitbetätigung und das Sammeln von Pilzen schädigen 25 Pilzarten. Obwohl es sich hier nur um einen verhältnismässig kleinen Anteil handelt, muss doch darauf hingewiesen werden, dass die einzelnen Pilze in der Natur eine nicht zu vernachlässigende Aufgabe haben: Produktion von Sporen, Nahrung für Tiere, Augenweide für den Menschen in der herbstlichen Landschaft. Das Sammeln der Pilze ist besonders schädlich, wenn dabei gleichzeitig auch eine Zerstörung des Umfeldes erfolgt. Eine Kontrolle all dieser Faktoren kann leicht dadurch erreicht werden, dass die hierfür notwendigen Massnahmen durchgeführt werden: 1. Aussperrung der Öffentlichkeit von Naturschutzgebieten mit Ausnahme der Wege. Dieses Verfahren wird in den Niederlanden mit Erfolg angewendet. 2. Einschränkung der Sammeltätigkeit (erlaubte Höchstmenge z. B. 1 kg pro Tag und Person) und Einführung von Schontagen. 3. Verminderung der für Speisezwecke freigegebenen Pilzarten. Mykologen aus der ehemaligen DDR schlagen vor, diese Zahl auf die Hälfte zu reduzieren (heute 547).

Luftverschmutzung
Dabei handelt es sich um das heikelste Problem, das es zu lösen gilt. Die in der Natur vorhandenen Reserven oder der Pilzschutz können dazu keinen Beitrag leisten. Die einzige Massnahme, die ergriffen werden muss, ist die ernsthafte Einschränkung der schädlichen Emissionen, um zu verhindern, dass das Wachstum der Pilze noch mehr zurückgeht. Dieses Problem kann aber nur durch eine europäische Zusammenarbeit und durch internationale Gesetzgebung gelöst werden.

Waldwirtschaft und Landwirtschaft
Die von der Bewirtschaftung der Wälder und von der Landwirtschaft hervorgerufenen Veränderungen der Lebensräume können teilweise aufgefangen werden durch Schaffung von neuen Schutzzonen, denen besondere Aufmerksamkeit zu schenken ist. Wenn durch den Bau von Strassen oder Gebäuden Lebensräume verloren gehen, so wäre es zweckmässig, zu prüfen, ob die projektierten Strassen oder Überbauungen nicht in weniger empfindliche Gebiete verlegt werden können. Ein Beispiel: in den Niederlanden wurde eine Autobahn, die durch eine mit einer reichen Pilzarten-Vielfalt ausgestattete Wacholder-Buschlandschaft geplant war, einfach mehrere hundert Meter südlich davon gebaut, wodurch das gefährdete Gebiet geschont werden konnte.
Allgemein muss es Aufgabe der Mykologen sein, die Öffentlichkeit, die Wissenschafter, das Forstpersonal und die für den Naturschutz Verantwortlichen über die Wichtigkeit der Pilze für den Kreislauf in der Natur zu sensibilisieren und zu überzeugen, wodurch diese vom alarmierenden Rückgang der Pilze und von den zu ergreifenden Massnahmen zum Überleben der Pilze überzeugt werden können. Es müssen wissenschaftliche mykologische Studien durchgeführt werden, um über das Vorkommen und auch die Verbreitung der verschiedenen Pilzarten im klaren zu sein. Dabei geht es nicht nur darum, ob eine bestimmte Pilzart als selten anzusehen ist, oder ob sie überall vorkommt. Man muss auch wissen, welche Pilzarten vom Aussterben bedroht sind und wo deren Lebensräume sind. Die einzelnen Pilzarten müssen daher kartographiert werden, besonders die bedrohten Pilzarten. Es sind unbedingt länger dauernde Studien über gewisse kleinere Gebietsausschnitte und Untersuchungen über den Einfluss landwirtschaftlicher und forstwirtschaftlicher Praktiken erforderlich. Diese sind unerlässlich, um zu wissen, ob ein besonderes Biotop reich oder arm an Pilzarten ist und ob dieses auch schüt-

zenswert ist. Die für den Naturschutz Verantwortlichen benötigen solche Informationen (Kirby, 1988). Aus diesem Grunde ist es auch wichtig, dass die für den Naturschutz und den Schutz der Wälder verantwortlichen Organisationen für ihre ökologischen Studien auch engagierte Mykologen beiziehen.

Europäischer Rat für Pilzschutz

Anlässlich des zweiten Kongresses im August 1989 in Tallinn (Estland, UdSSR) wurden folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der europäische Ausschuss für den Schutz der Pilze wird neu «Europäischer Rat für Pilzschutz» bezeichnet.
2. Dieser Rat setzt sich aus Abgeordneten aller europäischen Länder zusammen. Korrespondierende Mitglieder, die sich aktiv im Pilzschutz betätigen, sind ebenfalls zugelassen.
3. Die Tätigkeiten des Rates werden ausgelöst und koordiniert durch einen Ausschuss, der 5 Mitglieder umfasst und der bis zum nächsten Europäischen Mykologenkongress amtet.
4. Die Aufgaben des Rates sind folgende:
   - Koordination der Studien über den Schutz der Pilze in ihren natürlichen Lebensräumen.
   - Unterstützung von Veröffentlichungen auf diesem Gebiet, wie auch die Veröffentlichung von «Roten Listen».
   - Aufbauen von Verbindungen mit nationalen und internationalen Organisationen, um mehr Verständnis für die Pilze und die Notwendigkeit für deren Schutz zu erzielen.
   - Beihilfe an nationale oder regionale Bemühungen, um den Erhalt von für die Pilze besonders bedeutsamen Biotopen zu erreichen.
5. Der Rat ist gehalten, regionale, nationale oder internationale Bemühungen für den Erhalt von Gebieten, die für die Mykologie von besonderer Bedeutung sind, zu unterstützen.
6. Der Rat ist auch gehalten, eine europäische «Rote Liste» zu führen.
7. Dem Rat obliegt auch die Suche nach finanziellen Mitteln, die es ihm erlauben, seine Aufgaben zu erfüllen.
8. Anlässlich des 11. Europäischen Mykologenkongresses ist ein Tätigkeitsbericht vorzulegen.
9. Die Mitglieder des Ausschusses sind:
   Dr. E.J.M. Arnolds (Niederlande, Präsident), Dr. A.E. Jansen (Niederlande, Sekretärin), Dr. B. Ing (Grossbritannien), Prof. Dr. H. Kreisel (DDR) und Dr. M. Lawrynowicz (Polen). Dr. D. Pegler (Grossbritannien) hat als Beobachter ein Spezialstatut mit Rücksicht auf seine Kontakte mit dem IMCN.

Um abzuschliessen, möchten wir sagen, dass der Schutz der Pilze heute eine absolute Notwendigkeit ist, so wie auch die Erziehung der Öffentlichkeit, der verantwortlichen Politiker und der für den Naturschutz Verantwortlichen notwendig ist. Es ist aber auch eine Aufgabe der Mykologen, die sich der aktuellen Situation bewusst sind. Aber es ist ebenso wichtig, Lebensräume von grossem mykologischem Wert neu zu schaffen und zu unterhalten, spezifische Lebensräume zu schützen und mit wichtigen ökologischen Studien weiterzufahren, um die gefährdeten Pilzarten erkennen und um «Rote Listen» aufstellen zu können.

Aus dieser Sicht heraus hat die Schweizerische Mykologische Gesellschaft ein Hilfegesuch an die Schweizerische Naturforschende Gesellschaft gerichtet, um das Programm zur Kartographierung der Pilzarten in der Schweiz starten zu können. Anlässlich der letzten Sitzung ihres Ausschusses wurde beschlossen, vorerst nur diejenigen Arten zu untersuchen, die auf der «Positivliste» der Speisepilze aufgeführt sind. Eine solche Liste soll im Rahmen der Lebensmittelverordnung (LMV) der Schweiz im Jahre 1991 in Kraft treten.

Abschliessend möchten wir noch erwähnen, dass im Informationsbulletin (Dezember 1989) der schweizerischen Organe für die Politik der Wissenschaften vorgesehen ist, den Einsatz auf eine Inventarisierung (Katalogisierung) zu beschränken. Darf man daraus auf eine Unterstützung hoffen?

Im Jahre 1987 haben wir der Eidgenössischen Forstdirektion vorgeschlagen, in grossem Massstab eine Aufnahme der Pilze in der Schweiz durchzuführen.

Unser Vorschlag wurde an die Eidg. Forschungsanstalt für Wald, Schnee und Landschaft (WSL) in Birmensdorf weitergeleitet. Seither herrscht aber grosses Schweigen.
Somit bleiben wir mit unseren Bemühungen im Rückstand. Hoffen wir trotzdem, dass die Verantwortlichen wachgerüttelt werden können und diese – solange es noch Zeit ist – die nötigen und mutigen Entscheide fällen.

Dr. Jean Keller, Institut Botanique, Chantemerle 22, 2000 Neuchâtel

(Übers. R. Hotz)

Mitteilung der Redaktion: Aus Platzgründen muss eine Arbeit von A. Riva über «Tartufi del Cantone Ticino» auf eine nächste Ausgabe der SZP verschoben werden. – Red.

Rapport 1990 de la commission de la bibliothèque

Le 28 décembre 1990, j'ai eu le plaisir d'accompagner notre Président lors d'une visite de la Bibliothèque cantonale d'Aarau.
Le 26 janvier 1991, Monsieur Yves Delamadeleine et moi-même avons contrôlé les rayons portant nos livres et revues: Rien n'y manquait et, comme toujours, nous avons constaté un ordre parfait, y compris pour notre Bibliothèque itinérante.
Plusieurs achats effectués en 1990 n'ont pas encore été numérotés et enregistrés; les titres correspondants ne seront donc publiés que dans la liste 1991. Durant l'année écoulée, notre Bibliothèque s'est enrichie de 26 ouvrages, dont 7 livres, 2 brochures et le solde en revues et tirés à part.
Au service de prêt, on enregistre la sortie de 68 ouvrages, dont deux en salle de lecture.
La liste des livres et brochures, que les sociétés peuvent obtenir par notre libraire Walter Wohnlich, exhibe l'état 1990.
Traditionnellement, les commissaires adressent ici leurs remerciements à Messieurs Bregenzer et Studer, pour leur précieuse collaboration, pour leur disponibilité et pour leur travail tout au long de l'année.

Peter Bauman

(trad.: F. Brunelli)

Jahresbericht der Bibliotheks-Kommission 1990

Im Vereinsjahr 1990 wurde die Aargauische Kantonsbibliothek in Aarau zweimal besucht. Am 28. Dezember 1990 durfte ich die dort vorhandene Verbandsbibliothek des VSVP unserem Verbandspräsidenten vorstellen. Am 26. Januar 1991 kontrollierten Herr Yves Delamadeleine und ich die Mycologia Helvetica. Die eingelagerten Bücher und Zeitschriften fanden wir wie immer in tadelloser Ordnung vor.
Durchgeführte Stichproben ergaben keine Mängel. Die Bücher der reisenden Verbandsbibliothek (Bibliothèque itinérante) sind vollzählig und in den Regalen versorgt.
Viele Zukäufe 1990 haben noch nicht alle internen Stellen durchlaufen und erscheinen deshalb erst 1991 als Eingänge.
Trotz allem wurde 1990 die Verbandsbibliothek um 7 Bücher, 2 Broschüren sowie die regelmässig zugestellten Zeitschriften, Jahrbücher und Separata, total 26 Stück, erweitert. 68 Bücher und Broschüren wurden ausgeliehen, 2 davon im Lesesaal. Die Verzeichnisse der Bücher und Zeitschriften sind auf dem Stand Ende 1990. Sie können zu den Selbstkosten beim Bücherverkäufer des Verbandes, Herrn Walter Wohnlich, bezogen werden.
Wie immer möchte ich an dieser Stelle den Verantwortlichen der Kantonsbibliothek, den Herren Dr. Josef Bregenzer und Walter Studer, Betreuer der Mycologia Helvetica, sowie meinem Freund Yves Delamadeleine für die gute Zusammenarbeit, die Hilfsbereitschaft und die geleistete Arbeit herzlich danken.

Peter Baumann